Zeitschrift: Schweizer Münzblätter = Gazette numismatique suisse = Gazzetta numismatica svizzera

Herausgeber: Schweizerische Numismatische Gesellschaft

Band: 13-17 (1963-1967)

Heft: 66

Rubrik: Altes und Neues = Nouvelles d'hier et d'aujourd'hui

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 13.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

les cours à sa guise), par hypothèse, des Louis d'or définis par un certain nombre de batz. Il est aisé de comprendre qu'une brusque variation dans l'équivalence des monnaies courantes en unités de compte entraîne automatiquement une variation correspondante dans le niveau des prix — et des revenus (imaginons un Louis d'or passant brusquement de 100 à 125 batz). C'est le problème de la dévaluation.

Or si l'historien demeure ignorant de ces mutations, son appréciation du mouvement des prix nominaux sera à jamais faussée; il lui sera impossible de corriger sa courbe, partant de distinguer entre un renchérissement réel ou apparent, entre une progression de salaires réelle ou apparente.

D'où l'importance et la nécessité absolues, que je signalais plus haut, de bien connaître les définitions successives en unités de compte (les «manipulations»), non seulement des monnaies indigènes, mais encore et surtout, des espèces étrangères ayant cours en Suisse, et dont nous connaîtrons exactement, le poids, le titre et la teneur en métal fin.

Pour revenir enfin au concours qui est la raison, ne l'oublions pas, de cet article, on pourra bien sûr limiter, faut-il le dire, les dimensions de l'enquête aux exigences de cas précis non moins importants. En particulier, on s'efforcera d'évaluer la part des monnaies étrangères dans la circulation effective. En dépouillant les archives privées, on vérifiera si les cours réels des monnaies en circulation se sont écartés notablement des tarifs officiels imposés par les «ordonnances souveraines», question de haute portée, en effet, car une modification par le Prince du cours des espèces peut bien s'avérer, en ce cas, être un simple ajustement à un «cours noir», ou alors, inefficace. On pourrait chercher aussi à déterminer les motifs qui ont, dans chaque cas précis, amené les autorités, comme ce fut le cas à Berne et à Fribourg au 18e siècle (ailleurs aussi sans doute) à dévaluer le batz; pourquoi, dans ce cas, Berne ne l'a fait que progressivement, alors que Fribourg présente l'exemple inverse? Et pour ceux qu'attirent les questions plus théoriques, toujours à propos du 18e siècle, la dévaluation s'est-elle imposée comme un remède face aux besoins d'encaisse des particuliers, augmentation des besoins due à la raréfaction relative du stock monétaire entraînée elle-même par la hausse continue des prix, ou bien serait-ce la dévaluation elle-même qui a amené les négociants à relever leurs prix?

Encore une fois, il ne s'agit pas d'imposer des thèmes, mais seulement de suggérer, d'ouvrir des perspectives.

Nicolas Morard

ALTES UND NEUES — NOUVELLES D'HIER ET D'AUJOURD'HUI

Centre International d'Études Numismatiques Naples

Un Centre International d'Etudes Numismatiques a été récemment constitué à Naples sur l'initiative de l'Istituto Italiano di Numismatica et du Museo Civico Filangieri. Ce Centre, placé sous les auspices de la Commission Internationale de Numismatique, aura pour siège la Villa Livia qui a été mise à sa disposition par le Musée Filangieri.

Le but essentiel du Centre est de réunir une bibliographie, des calques et des photographies de monnaies; les premières bases de cette documentation seront établies en fonction des sujets que choisiront pour le déroulement de l'activité scientifique du Centre les membres des Comités Directeurs successifs; pour la réalisation de ce programme — déjà commencée sous les auspices du Ministère Italien de l'Instruction Publique (Direction Générale de l'Enseignement Universitaire, Direction Générale des Antiquitées et des Beaux-Arts, Direction Générale des Académies et des Bibliothèques) — le Centre bénéficiera de la collaboration des Surintendances italiennes aux Antiquités et de celle des organismes scientifiques italiens et étrangers; la

documentation restera la propriété du Centre et sera mise à la disposition de tous les savants qui le désireront.

Les thèmes de recherches successivement proposés conduiront aux Congrès qui se tiendront au printemps dans les locaux du Centre.

Le premier thème fixé est: la circulation de la monnaie grecque en Grande Grèce et en Sicile; le premier cycle d'activités du Centre, limité à l'étude de la circulation de la monnaie antique, se conclura par un Congrès qui aura lieu au printemps de 1967, auquel tous les spécialistes intéressés seront priés d'apporter leur collaboration.

Les membres du Comité Directeur, nommé par le Bureau de la Commission Internationale de Numismatique, en accord avec l'Istituto Italiano di Numismatica, restent en charge pendant deux ans; ils peuvent être renouvelés au terme de ce mandat.

L'actuel Comité Directeur qui restera en charge jusqu'à la fin de l'année 1967, est ainsi composé: C. H. V. Sutherland (président), L. Breglia, Baron F. Acton, E. Boehringer, C. M. Kraay, E. Lepore, F. Panvini Rosati, A. Stazio, G. Vallet. Secrétaire: Mlle Enrica Pozzi.

Pour toutes demandes de renseignements, prière de s'adresser à la Secrétaire, Centro Internazionale di Studi Numismatici, Villa Livia, Parco Grifeo 13, Napoli (Italia).

Le Comité Directeur

Schenkungen und Steuern

Wer in Amerika Kunstmuseen besucht, ist beeindruckt von Zahl und Umfang der privaten Schenkungen, von denen Aufschriften und Bulletins künden. Die meisten Museumsbauten sind mit Hilfe von Stiftungen errichtet und ihr Inhalt besteht weitaus zum größten Teil aus Geschenken und Legaten; aber auch die meisten Neuanschaffungen werden aus Fonds bestritten, die Kunstfreunde zu ihren Lebzeiten gegründet oder testamentarisch hinterlassen haben. Eltern vermachen dem Museum ihrer Stadt oder einer der ungemein zahlreichen Universitäts- oder College-Sammlungen hohe Beträge zur Erinnerung an einen früh verstorbenen Sohn, Kinder zum Gedenken an ihre Eltern, College-Klassen beim Verlassen der Schule oder anläßlich eines Jahrestages aus Dankbarkeit an die empfangene Bildung usw. Und Vergabungen an Museen machen natürlich nur einen kleinen Teil solchen Mäzenatentums aus. Daneben gibt es Stiftungen für wissenschaftliche und allgemeine kulturelle, für charitative und soziale Zwecke: insgesamt sind es um 15 000. Viele schütten ihren Segen weit über die Grenzen des Landes und des Kontinentes aus.

Viele Museen leben nur von privaten Mitteln, was natürlich auch mancherlei Nachteile zur Folge hat. Denn gewisse Fonds sind zweckgebunden, in der Regel für Bauten oder Neuerwerbungen bestimmt. So kann es sich ergeben, daß für Gemälde, Antiken oder Münzen Preise bezahlt werden, die kein europäisches Museum aufzubringen vermag, während der Raum oder die Vitrine fehlt, um den erworbenen Schatz würdig auszustellen. Nicht wenige bedeutende Sammlungen haben kein wissenschaftlich geschultes Personal für alle gepflegten Gebiete. Öffentliche Beiträge dienen dagegen der Publizität oder fließen dem Educational Department zu, einer Einrichtung, die unsere Museen zu ihrem eigenen Schaden nicht kennen oder nicht verstehen wollen. Allein, die Vorteile dieses blühenden Stiftungswesens überwiegen die Nachteile bei weitem.

Nun wirkt ja auch bei uns die private Hand in erfreulicher Weise bei der Errichtung und Bereicherung öffentlicher Museen mit. Man braucht nur etwa an das Antikenmuseum in Basel, die Stiftung Oskar Reinhart in Winterthur oder das Rietberg-Museum mit der Sammlung von der Heydt in Zürich zu erinnern. Auch den meisten unserer öffentlichen Münzsammlungen sind Schenkungen zuteil geworden. Im Bernischen Historischen Museum etwa arbeitet Hans Stettler seit Jahren an der Inventarisierung der Legate von Büren und Graffenried und der Schenkung Juan Kaisers. Doch dies alles wird von der Gebefreudigkeit der Amerikaner weit übertroffen, auch dann, wenn man den Unterschied in den Größenverhältnissen in allen Bereichen gebührend in Anschlag bringt. Wo die Gründe dafür zu suchen sind, zeigt die unlängst in Amsterdam erschienene Veröffentlichung von G. Nebolsine, «Aspects fiscaux des fondations et des donations à caractère charitable dans les pays européens». Es sind vorwiegend die fehlenden oder zu geringen steuerlichen Erleichterungen, die in Europa die Errichtung von Stiftungen als «uninteressant» erscheinen lassen. Mehr als 10 % kann in keinem europäischen Land und offenbar unter keiner der 25 schweizerischen Steuerhoheiten vom Einkommen abgezogen werden, und die Wehrsteuer des Herrn N. N. bleibt gleich hoch, ob er die Hälfte seines Reingewinns – zum Beispiel – dem Münzkabinett des Bernischen Historischen Museums geschenkt oder in Aktien angelegt habe.

Nicht so in den Vereinigten Staaten, wo die Abzüge bis zu 30 % betragen [1]. Juristische Personen können, wenn ich die mir von Herrn Dr. Lukas Burckhardt, Kulturattaché der schweizerischen Botschaft in Washington, freundlicherweise vermittelten Angaben von

[1] Neue Zürcher Zeitung vom 16. März 1965.

Fräulein Dr. Hermine Herta Meyer richtig verstehe, «charitable contributions or gifts» sogar voll vom Einkommen abziehen. Unter die Nutznießer solcher Schenkungen aber fallen alle Institutionen, die da sind «exclusively for religious, charitable, scientific, literary, or educational purposes, or for the prevention of cruelty to children or animals» [2].

H. Jucker

[2] Internal Revenue Code of 1954, Sec. 170 (c) (2) (B). Im Widerspruch zu der in der NZZ (vgl. vorige Anm.) gemachten Angabe steht, was H. H. Meyer in ihrem Brief vom 15. 3. 1965 schreibt: «The total deductions for any taxable year may, however, no exeed 20 % of the taxpayers adjusted gross income (Sec. 170 (b) (1) (B).» All dies betrifft die Bundessteuern in den USA.

FLORILEGIUM

Rubens zum Licinius-Kameo [1]

Brief von Peter Paul Rubens an M. de Valavès, Bruder von Peiresc, vom 3. Juli 1625 [2]: «Io credo che oltra gli duoi camei maggiori [3] S. Sia. trovera bella e considerabile la *quadriga triumphante,* per esser fuori del ordinario in fronte e ripiena di belle circonstanze delle quali mi sara caro d'intendere l'interpretatione del signor Aleandro [4], si come ancora il nome del imperatore, il quale somiglia più a *Theodosio* che a nessun altro, del resto si confrontarebbero le altre particolarita con *Aurelio e Probo.* Ed a me paiono notabili quelle due figure colle faci e globi in mani ai lati del triumphatore.»

H. Möbius

[1] Vgl. oben S. 58 ff.

[2] Ch. Ruelens, Pierre-Paul Rubens. Documents et lettres, 1877, 139.

[3] Wohl Gemma Augustea und Grand Camée de France.

[4] Sekretär des Kardinal-Legaten Francesco Barberini, den damals auch Cassiano del Pozzo nach Frankreich begleitete.

NEUE SCHWEIZER TALER – NOUVEAUX ÉCUS SUISSES

Schweizer Gedenktaler aus dem Jahre 1966

Seldwyla feiert! Daß es dort etwas zu feiern gibt, wurde von einer auswärtigen Zeitung entdeckt. Der Gemeinderat war überrascht, aber sofort dabei. Unverzüglich wurde ein Festkomitee gebildet. Und schon nach wenigen Tagen kamen die Anfragen der Banken, wann der Erinnerungstaler herauskomme. Bevor die Gemeinderäte auch nur Zeit hatten, sich an den Kopf zu greifen, stand bereits der Vertreter der Prägeanstalt im Städtchen. Ein Erinnerungstaler, um das Festdefizit zu dekken, ja das leuchtete dem Gemeinderat ein.

Der Vertreter der Prägeanstalt schaute sich im Städtchen um, kaufte sich ein paar Ansichtskarten und brachte sie dem Graphiker seiner Firma mit. Dieser, so über das Äußere des Städtchens ins Bild gesetzt, zauberte dessen Silhouette mit mehr oder weniger Geschick auf das kleine Rund des Talers. – Bald wird der Erinnerungstaler von Seldwyla ausverkauft sein.

So entsteht in der Schweiz ein Gedenktaler. Er ist ein Dokument unserer Zeit. Was er bezeugt, ist allermeist Phantasie- und Geschmacklosigkeit. Die Phantasie scheint in einigen Fällen nicht einmal mehr auszureichen, wenn auch Schlechtes, so doch Eigenes zu schaffen. Man greift, um auf das Beispiel der Mowo-Medaille hinzuweisen, zu den Stempeln des Berner Neuthalers von 1795, prägt ihn in Gold und Silber nach. Das einzige Unterscheidungsmerkmal bildet eine Widmung, die schlecht ins alte Münzbild paßt. Daß die Eidgenössische Münzstätte dazu Hand bot, ist schwer verständlich. Noch Schlimmeres leistete sich das Offizielle Verkehrsbureau Basel, das sich nicht scheute, in täuschender Ähnlichkeit einen Basler Doppeltaler nachprägen zu lassen und so den Laien zu verwirren.

Es folgen nun die Taler des Jahres 1966 (vgl. auch SM 16, 1966, H. 61, 49 ff.; H. 62, 91) und anschließend noch drei Gepräge aus diesem Jahr.